

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

ASSEMBLEE DE CORSE

2EME SESSION ORDINAIRE POUR 2012

REUNION DES 8 ET 9 NOVEMBRE

N° 2012/O2/064

**QUESTION DEPOSEE PAR Mme Nadine NIVAGGIONI
AU NOM DU GROUPE « FEMU A CORSICA »**

OBJET : Renouvellement de la centrale de Lucciana

Madame La Conseillère Exécutive chargée de l'Energie,
Monsieur Le Président de l'Exécutif,

Le 26 janvier dernier, à l'occasion d'une question orale posée par notre groupe, sur la Programmation Pluriannuelle d'Investissement, vous aviez évoqué, une réunion interministérielle susceptible d'apporter une réponse sur le financement du surcoût lié au fioul léger et la possibilité de la part d'EDF-PEI, de déposer une demande d'installation classée « au gaz » n'impliquant ni la révision de la PPI actuelle, ni l'élaboration d'une nouvelle version.

Une année s'est bientôt écoulée, Madame la Conseillère, et, malheureusement les termes du contrat restent inchangés. En fait, au moment même où je vous pose cette question ô combien importante à nos yeux, le fuel lourd est toujours le combustible qui fera tourner les moteurs de la future centrale de Lucciana. L'arrêté préfectoral de la mise en chantier l'atteste.

Il est des signes qui ne trompent pas ; Il y a à peine une dizaine de jours, la députée européenne d'EELV, Madame Michèle RIVASI, est ressortie bredouille de l'entrevue qu'elle a eu avec Madame la Ministre Delphine BATHO.

Par voie de conséquence, chaque semaine qui passe nous rapproche des termes initiaux et donc d'un choix qui n'est pas notre choix, qui n'est pas le choix des élus de la Corse.

Dès lors, dans ce qui nous semble une nouvelle bataille à engager, vous comprendrez aisément que nous ne pouvons plus nous contenter d'espérer la venue d'un Président de République, voire même, de nous satisfaire de l'écoute « attentive » ou « bienveillante » d'un Ministre.

Pour notre part, nous n'avons qu'un seul objectif, commun à tous les élus de cette assemblée : faire entendre haut et fort, la voix de la Corse, celle d'une île qui refuse, pour des questions économiques, une condamnation à trente ans ; celle des élus que nous sommes, tous ensemble, et qui refusent que la population résidant aux abords des centrales ne meurt de ce « mauvais mal », une voix de la Corse enfin qui refuse que son destin énergétique soit dicté ailleurs et par d'autres .

Aussi, Madame la Conseillère Exécutive, en perspective de ce rendez-vous crucial avec la Ministre, au nom du groupe FEMU A CORSICA, mais aussi au nom des riverains et des milliers de corses sensibilisés à cette question, nous souhaiterions vivement évaluer votre capacité de tolérance pour ce qui est du calendrier et connaître votre degré d'exigence quant à l'accélération des procédures .

Nous vous demandons également, comme nous l'avons fait pour d'autres questions de première importance , d'associer l'ensemble des Présidents de groupe à ce rendez-vous, afin de mettre tout le poids de l'Assemblée dans cette entrevue avec la Ministre .

La Corse et les corses comptent sur nous tous. Alors, sachons situer sans la moindre tergiversation notre action à la hauteur de leurs espérances, pour une Corse qui mise sur la durabilité de sa Terre et de son Peuple.

Je vous remercie.